

2026/

**Département de la Lozère**  
**COMMUNE DE GRANDRIEU**  
**DÉLIBÉRATION du CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 29 avril 2026**

Membres en exercice : 15  
Présents : 15  
Votants : 15  
Votes pour : 15  
Votes contre : 0  
Absentions : 0

Date de convocation : 23/04/2026  
Date d'affichage : 23/04/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-neuf avril à 20 heures 00, le Conseil Municipal, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de M. Pierre-Emile SYLVAIN.

**Étaient présents :** Pierre-Emile SYLVAIN - Guillaume MARTIN - Krystelle PONTIER - Christophe RICOU - Robert QUISSAC - Olivier MERLE - Magalie SAVOIE - Amélie CAYROCHE - Justine MALLET - Camille BELIN - Clarisse DELMAS - Killian THERON - Philippe LELARD - Agnès GHIO - Alexandre MERLEN

**Secrétaire de séance :** Robert QUISSAC

**Absents :**

**Excusés :**

**Procurations :**

\*\*\*\*\*

29042026- Délib-06BIS

**Objet : BUDGET EAU - Affectation des résultats 2025**

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu et approuvé le compte financier unique de l'exercice 2025,  
Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2025,  
Constatant que le compte financier unique fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de cumulé de **179 224,53 €**

Décide, à l'unanimité, d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit.

Besoin de financement de la section d'investissement	
Résultat d'investissement	+ 372 264.37
Reste à réaliser en dépenses	171 420.22
Restes à réaliser en recettes	89 200.00

Résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice	+ 179 224.53
---	--------------

Affectation des résultats	
Compte 1068 en section d'investissement (R)	0.00
Compte 002 en section de fonctionnement (R)	179 224.53

Ainsi fait et délibéré à Grandrieu les jours, mois et an ci-dessus.

Le Maire,  
**Pierre-Emile SYLVAIN**



Le secrétaire de séance,  
**Robert QUISSAC**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)